

tois deux, non seulement comme membre de l'Assemblée Législative, mais aussi comme ministre; poste qu'il a rempli pendant plusieurs années. Je suis sûr que mon honorable ami rendra de grands services à cette Chambre. J'ai lu, avec un profond intérêt, le discours du trône. Sans doute, un étranger, ne connaissant absolument rien des affaires du Canada, pourrait croire, d'après ce discours, que la situation est aussi satisfaisante et aussi prospère que l'imagination humaine peut le concevoir. Il me semble que le gouvernement actuel se méprend complètement sur la situation réelle du pays en général. Cette erreur est due probablement aux deux causes suivantes. Il n'est pas au courant du sentiment public qui règne au pays, particulièrement parmi les hommes d'affaires et les cultivateurs, touchant les questions importantes des dépenses et des impôts; ou bien les honorables messieurs qui sont au pouvoir sont tellement éloignés du sentiment public depuis qu'ils placent dans le royaume des puissants, qu'ils n'ont plus aucun contact avec les besoins actuels en ce qui regarde l'administration des affaires publiques. Je ne veux pas dire que le gouvernement actuel soit seul responsable de la situation présente. Mon but est plutôt d'attirer l'attention sur un état de choses dont nous avons constaté les développements au Canada depuis plusieurs années et que nous devrions chercher à améliorer. Depuis la fin de la guerre, il a été beaucoup question de reconstruction. On peut dire que l'ancien gouvernement était un gouvernement de guerre. Immédiatement après la signature de la paix, il n'était guère possible d'adopter sérieusement une politique de reconstruction et de s'occuper des nombreux cas résultant de la guerre et nécessitant une enquête sérieuse. Pendant qu'il était au pouvoir, l'ancien gouvernement a prouvé le désir sincère qu'il avait, non seulement d'améliorer le service public, mais encore de diminuer la dette nationale et le fardeau des impôts en entreprenant l'exécution d'un programme tracé à cette fin. Il a entrepris très sérieusement la réorganisation du Service public et, le travail qui a été fait en ce sens dans deux ou trois ministères, prouve sans aucun doute qu'une économie très appréciable peut être effectuée par ce moyen. On a beaucoup critiqué le gouvernement sur le choix des individus ou des corporations chargés de faire le travail; mais en dépit de tout ce qui a paru dans la presse ou circulé parmi le public, il n'a jamais été fait mention d'autres personnes pouvant remplir la tâche et je crois pouvoir affirmer que le gouvernement était dans l'impossibilité de trouver qui que ce soit ayant les connaissances requises pour entreprendre ce travail.

L'honorable M. BELCOURT: Mon honorable ami aurait-il l'obligeance de m'indiquer l'économie réalisée dans les dépenses publiques dont il parle?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Nous avons réorganisé l'Imprimerie nationale et économisé, de ce chef, près de \$1,000,000 par année; puis nous avons réorganisé le ministère des Douanes. Mais, lors de son avènement au pouvoir, le gouvernement actuel s'est employé à défaire le travail que nous avions accompli et il a augmenté les charges du pays. Nous avons aussi entrepris la réorganisation du ministère des Postes, et si l'on nous avait permis de poursuivre cette tâche, ou si mes honorables amis, quand ils sont arrivés au pouvoir, avaient assumé cette très importante responsabilité, j'ai entendu dire qu'un autre million de dollars aurait pu être économisé chaque année. En ce qui concerne la réorganisation de ce dernier ministère, il est de notoriété publique que le département pourrait, sans nuire au service, expédier la besogne avec la moitié du personnel. Je puis donc affirmer que le gouvernement antérieur a manifesté le désir de pratiquer l'économie par le moyen de la réforme et de la réorganisation du service public. Ainsi que je l'ai fait observer, depuis la fin des hostilités, la reconstitution est à l'ordre du jour. L'administration précédente savait parfaitement que cette responsabilité devait lui incomber, si elle était maintenue au pouvoir, ou bien qu'elle devait retomber sur le gouvernement qui lui succéderait. Nous inaugurons la troisième session du Parlement, sous le présent régime, et jusqu'à la convocation des Chambres, le gouvernement actuel n'a jamais parlé de diminuer les dépenses ni de réduire les impôts. Il a administré sans paraître se douter des ravages d'une guerre terrible, de l'hyper-trophie des services publics, non plus que l'accumulation des dépenses et des impôts. Et ce n'est que devant les protestations des grandes organisations commerciales du Canada, composées des chambres de commerce, des "boards of trade" et des associations des banquiers et des manufacturiers contre les taxes onéreuses imposées mensuellement au pays, qu'il s'est décidé d'agir. Je ne sache pas que le gouvernement actuel ait, jusqu'à il y a deux mois, tenté un effort sérieux de diminuer les dépenses et par suite les impôts.

Il ne m'est guère nécessaire de signaler à mes honorables amis, qui sont probablement aussi bien renseignés que moi à ce sujet, ce que nos alliés ont accompli dans la dernière lutte. Toutefois, comme je me propose d'attirer l'attention du Sénat sur l'activité des autres gouvernements, et surtout les efforts de